



EDITORIAL

LA CONDITION IMPERATIVE POUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

Le plan Habib pour le départ de Beyrouth des forces de l'OLP est en passe d'être mis en œuvre. Est-il un pas vers la paix au Moyen-Orient ?

On peut en douter. Car ce plan n'envisage en aucune façon de traiter la question cruciale du droit du peuple palestinien à disposer de son sol et de pouvoir édifier un Etat palestinien. Disperser les forces de l'OLP à travers différents pays arabes ne règle en rien la réalité concrète subie par le peuple palestinien depuis plus de trente années : sa dispersion et sa mise sous tutelle par l'Etat d'Israël. Cette réalité, ce sont des centaines de milliers de Palestiniens, citoyens à statut particulier dans l'Etat sioniste depuis 1948, plus d'un million de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza sous occupation israélienne depuis 1967, plus de 500 000 Palestiniens au Liban et d'autres réfugiés dans d'autres pays arabes. Jamais une paix durable, parce que conforme au droit des peuples, ne sera assurée au Moyen-Orient tant que la réalité nationale du peuple palestinien ne sera pas reconnue dans les faits et prise pleinement en compte dans tout règlement global. Dans cette optique, reconnaître l'OLP comme représentant authentique du peuple palestinien, comme le fit l'ONU il y a plusieurs années, est une condition indispensable à tout règlement sérieux de la question moyen-orientale.

Par ailleurs, le règlement Habib, issu de la situation créée depuis plus de deux mois, constitue une véritable prime à l'agression, un encouragement à la politique expansionniste d'Israël dans la région. Depuis plus de deux mois, le Liban, pays indépendant, est occupé, bombardé, détruit et en passe d'être démembré ; des millions de Palestiniens et de Libanais vivent sous la terreur de l'occupation et du feu de l'armée israélienne. Le gouvernement sioniste n'a pas caché son objectif final, expansionniste et raciste de « Grand Israël » et met tout en œuvre pour le réaliser aux dépens des peuples et pays arabes ; il menace d'annexer définitivement la Cisjordanie et Gaza après y avoir installé des colonies de peuplement, il met en place une administration civile au Sud-Liban et se prépare à une occupation de longue durée du territoire libanais. Jusqu'où Begin ira-t-il en toute impunité ? Encourager l'agression, permettre l'occupation israélienne au Liban, interdisent toute avancée vers la paix.

Washington, soutenant l'agression sioniste par ses moyens politiques, diplomatiques et militaires porte une responsabilité majeure dans l'agression. L'Etat d'Israël constitue depuis des années le fer de lance des intérêts économiques, politiques et stratégiques de l'impérialisme américain dans la région. Depuis des années, le Moyen-Orient est un enjeu de taille entre les grandes puissances, l'enjeu de la rivalité globale entre les deux Grands. C'est une véritable poudrière et une menace grandissante pour la paix mondiale. Aussi, l'établissement d'une paix durable et juste y est-il décisif. La condition impérative en reste aujourd'hui la reconnaissance effective du droit du peuple palestinien à recouvrer sa patrie et à édifier son Etat, et la reconnaissance de son représentant politique, l'OLP.

Camille GRANOT

Après l'interview de François Mitterrand

On peut se féliciter du rappel du droit du peuple palestinien à disposer de sa patrie et de celui du Liban de retrouver son indépendance.

Mais, d'une part François Mitterrand ne parle pas de la responsabilité de la situation actuelle au Liban : l'agression d'Israël. D'autre part, la solution qu'il préconise ne règle en rien le problème du peuple palestinien. Il n'y a pas de garantie du départ des Israéliens du Liban.

En refusant de reconnaître l'OLP, François Mitterrand ne met pas tout en œuvre pour régler réellement le problème du Proche-Orient.

Communiqué de presse
de Pierre Bauby - 17 août 82 - 21 heures

ATTENTION!

Tout courrier à PCML Flash,
au PCML
doit être adressé à :

PRESSE D'AUJOURD'HUI

B.P. 90

75962 Paris Cedex 20

Tél. 16 (1) 366 71 53

RASSEMBLEMENT

mardi 24

à l'Etoile

Le MRAP organise un rassemblement de condamnation de l'attentat de la rue des Rosiers et de la situation créée au Liban.

Il appelle à lutter :

« contre le terrorisme
sous toutes ses formes,
contre tous les racismes,
pour une paix juste au Proche-Orient ».

Le PCML appelle à participer à ce rassemblement organisé par le MRAP :

mardi 24 août - 18h30

Place de l'Etoile

Salaires bloqués... ...hausse des prix...

D'après les calculs provisoires de l'INSEE, l'indice des prix de détail n'aurait augmenté que de 0,3% en juillet. Le blocage des prix serait donc efficace. Mais deux remarques s'imposent :

— l'indice INSEE est toujours le même que sous Giscard-Barre et continue donc à être truqué, ce que dénonçait l'ensemble des organisations ouvrières et populaires avant le 10 mai ;

— l'INSEE ne procède pas à certains relevés pendant les vacances et calcule son indice avec les relevés de juin. L'indice publié par la CGT indique d'ailleurs une hausse de 1% pour le même mois de juillet.

Les prix augmentent donc mais les salaires, eux, sont bloqués. Et tout indique que le gouvernement veuille refuser tout rattrapage des salaires sur la hausse des prix à la sortie du blocage. Il envisagerait d'étaler ce rattrapage jusqu'à... fin 1983. Ce sont les travailleurs qui font les frais de cette politique. Ce n'est sûrement pas ce qu'ils attendaient en votant massivement pour la gauche en 1981...

...baisse des investissements

Les dernières prévisions de l'INSEE tablent sur une baisse de 6% des investissements en 1982, après celles enregistrées déjà en 1980 et 1981. Le gouvernement voulait pourtant développer les investissements en particulier ceux des entreprises nationalisées qui devaient être le « fer de lance » de la reprise économique. Mais l'INSEE révèle que les entreprises publiques prévoient elles aussi une stagnation ou une baisse de leurs investissements.

Pologne :

DEUX ATMOSPHERES POUR UNE NORMALISATION

Une « atmosphère cordiale » enveloppe en Crimée les entretiens Brejnev-Jaruzelski lundi ; pendant ce temps, c'est un déluge de larmogène et de canon à eau qui tombait sur les milliers de manifestants de *Solidarité* venus à Varsovie et Gdansk saluer le deuxième anniversaire de la création du syndicat. Malgré la répression, des appels à de nouvelles manifestations sont lancés pour le 31 août en commémoration de la signature des accords de Gdansk.

Au 1^{er} septembre :

LE CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

La 7^e session du Comité central du PCC tenue le 6 août à Pékin et précédée par une réunion préparatoire de 6 jours, a décidé que le 12^e Congrès s'ouvrirait le 1^{er} septembre. Elle a approuvé le rapport qui sera présenté au Congrès ainsi que le projet de révision des statuts.

Ce 12^e Congrès du Parti communiste chinois, préparé depuis plusieurs mois, représente un événement important non seulement pour les communistes et le peuple chinois, mais pour tous les communistes et peuples du monde. Le Congrès fera en effet le point sur les mesures prises pour édifier le socialisme dans le contexte spécifique de la Chine et sur la politique internationale de la Chine qui est d'une grande contribution pour défendre la paix mondiale de plus en plus menacée par la rivalité des deux superpuissances impérialistes USA et URSS.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et ~~Travailleurs mensuel~~
un an : 150,00 F
6 mois : 80,00 F

LA FRANCE DOIT RECONNAITRE LA COREE DU NORD

A son retour de Corée du Sud, Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, a précisé qu'aucune décision n'était encore prise quant à la reconnaissance de la République populaire démocratique de Corée (« Corée du Nord ») et qu'il souhaitait que les pays socialistes reconnaissent la Corée du Sud au moment où des pays occidentaux reconnaîtront la Corée du Nord.

C'est fort dangereusement oublier que seule la présence militaire et économique massive de l'impérialisme américain est cause de l'existence de la Corée du Sud et empêche la réunification du pays. Aujourd'hui, parmi les pays occidentaux, seuls les États-Unis et la France ne reconnaissent pas la Corée du Nord. Il ne saurait y avoir de préalable à la reconnaissance de ce pays qui a reçu François Mitterrand début 1981.

SIHANOUK ET KHIEU SAMPHAN EN YUGOSLAVIE

Le prince Sihanouk et Khieu Samphan, président et vice-président du gouvernement du Kampuchea démocratique, viennent d'être reçus par le gouvernement yougoslave. Celui-ci a réaffirmé son soutien au gouvernement cambodgien. Sihanouk a déclaré vouloir rendre au Kampuchea démocratique sa place au sein du mouvement des non-alignés (le siège du Cambodge est vacant depuis le sommet de La Havane, au lendemain de l'invasion vietnamienne).

BLOC-NOTES

• L'activité du PCML ces dernières semaines a été essentiellement consacrée à la solidarité aux peuples palestinien et libanais :

— participation aux rassemblements de protestation de l'assassinat de Fadel El Dani, chef-adjoint du bureau de l'OLP à Paris, les 23 et 24 juillet, et à la manifestation de protestation du 25 de Porte de Clignancourt à République ;

— appel et participation au meeting du 28 juillet à la Bourse du Travail de Paris, organisé par les associations de solidarité avec le peuple palestinien AMFP, France-Palestine, l'ASFA et qu'ont soutenu d'autres organisations dont le PSU, le Cedetim, etc.

— appel et participation au rassemblement devant l'ambassade des États-Unis à Paris le 5 août organisé par les mêmes associations d'amitié et participation à la manifestation à l'appel de la CGT le même jour ;

— appel à la manifestation du 10 août Gare St Lazare, organisée par 11 organisations (dont France-Palestine, MRAP, PCF, ANACR, PSU — manifestation non tenue après l'attentat rue des Rosiers).

• Le PCML a été cosignataire avec les 30 organisations et partis de gauche d'un communiqué condamnant l'attentat de la rue des Rosiers et affirmant la nécessité d'un contact pour une riposte commune.

• En province également le PCML a participé aux initiatives diverses de solidarité avec les peuples palestinien et libanais, en région marseillaise et à Montpellier notamment.